

# Le développement durable sera économiquement **rationnel** ou ne sera pas

## Entretien avec Nabil Marc Abdul-Massih, directeur d'INOKS Capital SA,

société spécialisée dans le conseil sur différents fonds d'investissements actifs dans les pays émergents et les matières premières aux travers d'investissements dits éthiques et de développement durable

### Quelle est votre vision du développement durable ?

Cette question est primordiale car il convient de bien comprendre ce qu'implique le terme de « développement durable ». Ce thème touche premièrement plus de deux tiers de notre humanité, soit les pays émergents et ceux en voie d'émergence. Cette problématique exerce une influence tant sur la subsistance même de ces habitants que sur la nôtre, nous résidents des économies dites mûres. C'est donc un concept qui relève plus de la géopolitique que de la bienséance éthique.

### Pouvez-vous être plus précis ou concret ?

En d'autres termes, le « développement durable » se doit d'être une progression de la condition humaine, tant d'un point de vue économique que social, dans le respect de son environnement. Concrètement, il doit créer de la richesse pérenne localement, la distribuer au plus grand nombre tout en garantissant aux générations futures le droit d'en profiter ou d'en générer.

### Comment le concept a-t-il évolué ?

Un grand nombre d'activités associées ne le sont malheureusement plus vraiment. On assiste à certaines déviances qui travestissent le concept et qui, par un mercantilisme malsain, abusent des personnes bien pensantes. Prenons un certain nombre d'exemples: une microfinance « effrénée », des projets d'agriculture « verte » ou la conservation par la « valorisation » de ressources dites primaires comme l'eau ou les forêts. En effet, on observe l'éclosion d'une microfinance totalement destructrice d'épargne rurale car générant des cycles répétitifs de crédit non productif, relevant de la cavalerie de crédits. Cela ne crée qu'un avilissement des masses avec des coûts de crédits dénués de Noblesse. Beaucoup de projets d'agriculture verte ne sont

en fait qu'un appauvrissement de la sécurité alimentaire locale pour ces pays car ils captent la majorité des facteurs de production disponibles. Ces mêmes projets focalisent ces facteurs sur une agriculture de rente à l'exportation par spécialisation sans, en parallèle, garantir la subsistance alimentaire minimale, bien qu'il soit établi que plus de 80% de l'alimentation dans le monde est produite dans un rayon inférieur à 100km de son lieu de consommation. Pour le coup, on peut dire qu'en matière de sécurité alimentaire, Smith et Ricardo prennent du plomb dans l'aile et sont loin d'être compatibles avec le « développement durable ». Pour ce qu'il en est de la préservation par valorisation, on constate que sur certains marchés de crédits carbone, jusqu'à deux tiers du volume est généré par des transactions en cascade à but unique de défiscalisation. On pourrait aussi critiquer la captation de ressources en eau pour la vendre importée en tanker et embouteillée dans des pays qui en manquent. Pour en assurer la pérennité, il ne faut pas hésiter à critiquer fermement ces déviances. Bien heureusement, le concept évolue aussi de manière plus positive.

### Quel est donc son avenir dans ce cadre-là ?

Le développement durable doit avoir des bases économiques réelles pour s'imposer de manière naturelle. Il doit créer une convergence d'intérêts entre les besoins de l'économie globalisée et les aspirations des Nations, tant économiques que sociales ou environnementales. Il n'est pas concevable d'espérer que l'Afrique s'affame pour que nous ayons sur nos tables des ananas ou que l'Amazonie ne soit plus pour que la Chine n'ait pas à craindre de manquer de soja. De la même façon, il n'est similairement pas concevable d'imposer que les pays émergents ne polluent pas sans les compenser, sachant que nous l'avons fait de manière déraisonnée bien avant eux. A l'instar de l'im-



possibilité qui leur est faite de valoriser librement leurs ressources naturelles. Pour résumer, s'il y a communauté d'intérêts économiques et sociaux, il y a développement durable. Si tous les acteurs en tirent un profit économique ou social, il y a développement durable.

### **Le développement économique dans les pays en émergence n'est-il donc pas opposé au développement social ?**

Absolument pas, ces deux développements ne sont pas antinomiques. Comme précédemment suggéré, notre société est dans l'obligation de répondre positivement aux justes aspirations d'enrichissement des sociétés des pays en émergences. Mais ceci doit se faire sans aucune condescendance dogmatique ou prisme colonialiste déguisé. Un principe économique de base veut que la création optimale de richesses se fasse par la meilleure utilisation des dotations propres en facteurs de production économique que tout un chacun possède. Or, à ce jour, les pays en émergence ont une sur-dotation en terre (les ressources naturelles) et en travail (les hommes) alors que les économies mûres l'ont majoritairement en capital. Il n'est pas interdit de penser qu'une mise en commun planifiée de ces facteurs de production puisse non seulement générer une richesse localement concrète mais également avoir dessein de produire parallèlement de nombreuses externalités positives (sociales et environnementales).

### **Mais comment cela peut-il se faire exactement ?**

On constate quotidiennement sur le terrain qu'il existe de nombreuses activités économiques dans les pays émergents où des acteurs autochtones peuvent fournir les facteurs «terre» et «travail» et des acteurs allogènes le «capital». Permettre à un fermier africain ou indien d'obtenir le paiement en temps et en heure du fruit de son

travail, donc de sa récolte, est facteur de développement durable car il obtient ainsi une prompte monétisation de ses ressources. Cela lui évite également de devoir contracter un crédit de consommation pour sa survie diminuant ainsi considérablement son coût de vie. Ces mêmes activités doivent, dès leur planification, contenir des externalités positives autres qu'économiques. Prenant l'exemple de notre fermier, son activité se devra donc de combiner cultures agricoles de rente avec celles dites vivrières (alimentaires). On obtient ainsi une situation profitable tant au plan social qu'économique et ceci de manière identique entre les partenaires, qu'il soit allogène ou autochtone. Il en devient naturel d'espérer que cela motive les acteurs à perpétuer l'activité.

### **Qui est mieux placé selon vous pour promouvoir cette vision du développement durable ?**

On n'impose pas le développement durable. Il ne s'agit pas de le décréter sur des plans quinquennaux ou au travers de politiques incitatives du FMI ou de la Banque mondiale. Seuls des intérêts privés bien compris dans un environnement légal clair et défini avec une vision éthique seront à même de concrétiser une telle vision. Pour utiliser une terminologie bien connue des lecteurs, le marché déteste ou adore les arbitrages car dès qu'ils apparaissent, le marché s'y engouffre, il capte le profit en corrigeant ces inefficiences. Le développement durable devrait être une recherche d'efficacité dans une équation économique et sociale. Cette recherche d'efficacité fait donc apparaître de nombreux arbitrages dont le marché devrait se faire naturellement plaisir à en extraire du profit.

*Propos recueillis par Cyril Terzian*